

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2013)  
**Heft:** 1983

**Artikel:** Anatomie de la mondialisation : comment se constituent les chaînes de valeur du commerce international  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014041>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 30.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

tissé un réseau mondial de places financières destinées à saper les lois fiscales des autres pays.

Dans un premier cercle, les îles anglo-normandes - Jersey, Guernesey et l'île de Man - qui attirent surtout les fraudeurs européens. Puis les îles des Caraïbes - les Bahamas, ensuite les îles Caïmans -, spécialisées dans le drainage des fonds américains, du Nord comme du Sud. Enfin un chapelet de territoires éparsillés à travers la planète, de l'océan Pacifique au Moyen-Orient en passant par Hong Kong. Tous ces territoires, sauf le dernier, appartiennent à la Couronne. Mais face aux critiques, Londres se retranche derrière leur autonomie.

A plusieurs reprises le Trésor britannique a mis en garde le gouvernement devant la mauvaise réputation et les pertes fiscales engendrées par ce système. En vain. La Banque d'Angleterre et la City ont toujours eu le dernier mot. Et jusqu'à preuve du contraire, l'indignation de David Cameron n'y changera rien.

Depuis plusieurs années, la Suisse subit les pressions constantes des Etats dont l'argent de leurs ressortissants a trouvé refuge chez nous. Elle a fait le dos rond, ne céder qu'en dernière instance lorsque les mesures de rétorsion paraissaient par trop dommageables.

La stratégie helvétique du hérisson, tout comme les plaintes du petit malmené par les grands, ne sont plus de mise. Fiscalité et transparence, annonce le premier ministre britannique. Fort bien. Alors mettons cartes sur table.

G8 et G20, OCDE sont les lieux privilégiés de négociation pour éliminer les paradis fiscaux. Les grands Etats en ont les moyens. Que la Suisse mette officiellement la question à l'ordre du jour: d'accord nous ne sommes pas blancs comme neige; mais l'égalité de traitement exige que tous les pécheurs soient remis en ordre. Sans quoi la lutte sélective contre l'évasion fiscale ne relèverait que d'une pratique de concurrence déloyale.

## Anatomie de la mondialisation

Comment se constituent les chaînes de valeur du commerce international

Jean-Pierre Ghelfi - 28 janvier 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22600>

Le thème des statistiques du commerce international est plutôt aride. Les propos qui suivent le sont aussi. Récemment, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont publié les premiers résultats d'un travail commun visant à présenter les statistiques des échanges internationaux de biens et de services basées sur la valeur ajoutée, et non plus sur les

valeurs brutes.

En 2011 (les chiffres 2012 ne sont pas encore connus), les statistiques des douanes suisses font état de près de 200 milliards de francs d'exportations. Cette somme représente l'addition des factures adressées à des acheteurs étrangers. Ce seront donc bien ces montants que des entreprises suisses encaisseront. Mais il est évident que ces entreprises ont acquis auprès d'autres

entreprises, suisses ou étrangères, certains composants ou éléments et divers services qui sont entrés dans la composition du produit final exporté.

Avec la mondialisation de l'économie, les échanges entre pays non seulement de produits finaux, mais aussi de multiples biens et services intermédiaires indispensables à l'obtention d'un produit final, quel qu'il soit, ont fortement augmenté. Par exemple, de multiples

produits sont estampillés «*Made in China*». Cela signifie que le montage final a été réalisé dans ce pays. Mais ce montage final est obtenu par l'assemblage de nombreux composants qui peuvent avoir été produits dans divers pays situés à proximité de la Chine (Japon, Corée du Sud, Taïwan) ou qui en sont éloignés (Inde, Europe, Amériques).

L'objectif du nouveau modèle développé par l'OMC et l'OCDE est de décomposer ces échanges pour déterminer la valeur ajoutée apportée dans chaque pays, afin d'obtenir une image plus précise de la composition des «*chaînes de valeur ajoutée*» propres à chaque catégorie de biens et de services.

### «**Made in the world**»

La nouvelle méthodologie de la valeur ajoutée présentée par ces deux organisations internationales a pu mettre en évidence quelques résultats intéressants. Par exemple, l'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis se réduit de 30%, ce qui est considérable. Un tiers de la valeur des véhicules vendus par l'Allemagne provient de biens intermédiaires acquis dans d'autres pays. Les produits électroniques chinois comportent 40% de

composants achetés à l'étranger. La part des services ne représente qu'un quart des échanges internationaux selon la méthode traditionnelle (valeur brute), mais la moitié sur le concept de la valeur ajoutée (et encore davantage aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, etc.).

Cette évolution permet de questionner la pertinence de la notion de «*Made in ...*» pour lui substituer celle de «*Made in the world*».

S'agissant de la Suisse, les tableaux présentés permettent de savoir (pour autant que nous les ayons correctement interprétés!) que 40% de la valeur des exportations suisses proviennent de la plus-value directe apportée par les entreprises exportatrices suisses à laquelle s'ajoutent 30% de plus-value indirecte fournie par d'autres entreprises également suisses qui ont livré des biens ou prestations, et donc que la part restante, de 30%, provient de la plus-value apportée par des biens ou services provenant de l'étranger (importations).

### Echanges imbriqués

Le nouveau schéma statistique a ainsi, indiscutablement, une

portée pédagogique: celle de montrer que les échanges internationaux sont imbriqués les uns dans les autres. Non seulement, bien évidemment, les exportations des uns sont les importations des autres, mais surtout il n'y a plus d'exportations possibles sans importations. Restreindre les unes ne peut se faire qu'au détriment des autres.

La mise en évidence de l'imbrication des échanges de biens et services intermédiaires fait mieux comprendre la manière dont se constituent les chaînes de valeur qui déterminent la compétitivité des exportations des produits finaux. Ces résultats devraient permettre d'objectiver la nature et les enjeux de querelles commerciales découlant souvent d'une connaissance incomplète et faussée des échanges internationaux.

Pour autant, il ne faut pas rêver! Ce travail statistique est encore en cours d'élaboration (*work in progress*). Les chiffres fournis ne vont pas au-delà de 2009. Toutes les branches économiques ne font pas l'objet d'analyses détaillées. Et d'ici à ce que la compréhension et l'implication de ces indications statistiques remontent au niveau des décideurs, un temps certain va encore s'écouler...